



# PRÉFÈTE DU RHÔNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION CONCERNANT LE FRANCHISSEMENT TEMPORAIRE DU COURS D'EAU LE TRÉSONCLE SUR LA COMMUNE DE ANCY

COMMUNE DE ANCY

DOSSIER N° 0100042708

LA PRÉFÈTE DE RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

La préfète du RHONE  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

**ATTENTION :** CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE  
MAIS N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE IMMEDIAT DES TRAVAUX.

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et  
R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 69-2024-02-07-00007 du 7 février 2024 portant délégation de  
signature à M. Xavier CEREZA directeur départemental des territoires du Rhône ;

VU la décision n° 69-2024-02-12-00005 du 12 février 2024 portant subdélégation de  
signatures en matière d'attributions générales ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de  
l'environnement considéré complet en date du 18/03/24, présenté par Monsieur  
DUPERRAY Régis – COFORET, enregistré sous le n°0100042708 et relatif à :  
Franchissement temporaire du cours d'eau le Trésoncle sur la commune de ANCY ;

**donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :**

**Monsieur DUPERRAY Régis – COFORET  
1227 rue centrale  
69870 LAMURE SUR AZERGUES**

**concernant : Le franchissement temporaire du cours d'eau le Trésoncle sur la commune  
de ANCY**

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des  
opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de  
l'environnement. Les rubriques du tableau de l'article R. 214-1 du code de  
l'environnement concernées sont les suivantes :



déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

LYON, le

**26 MARS 2024**

Pour le Directeur Départemental des  
Territoires, et par délégation  
le Chef du Service,

  
**Laurent GARIPUY**

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.

